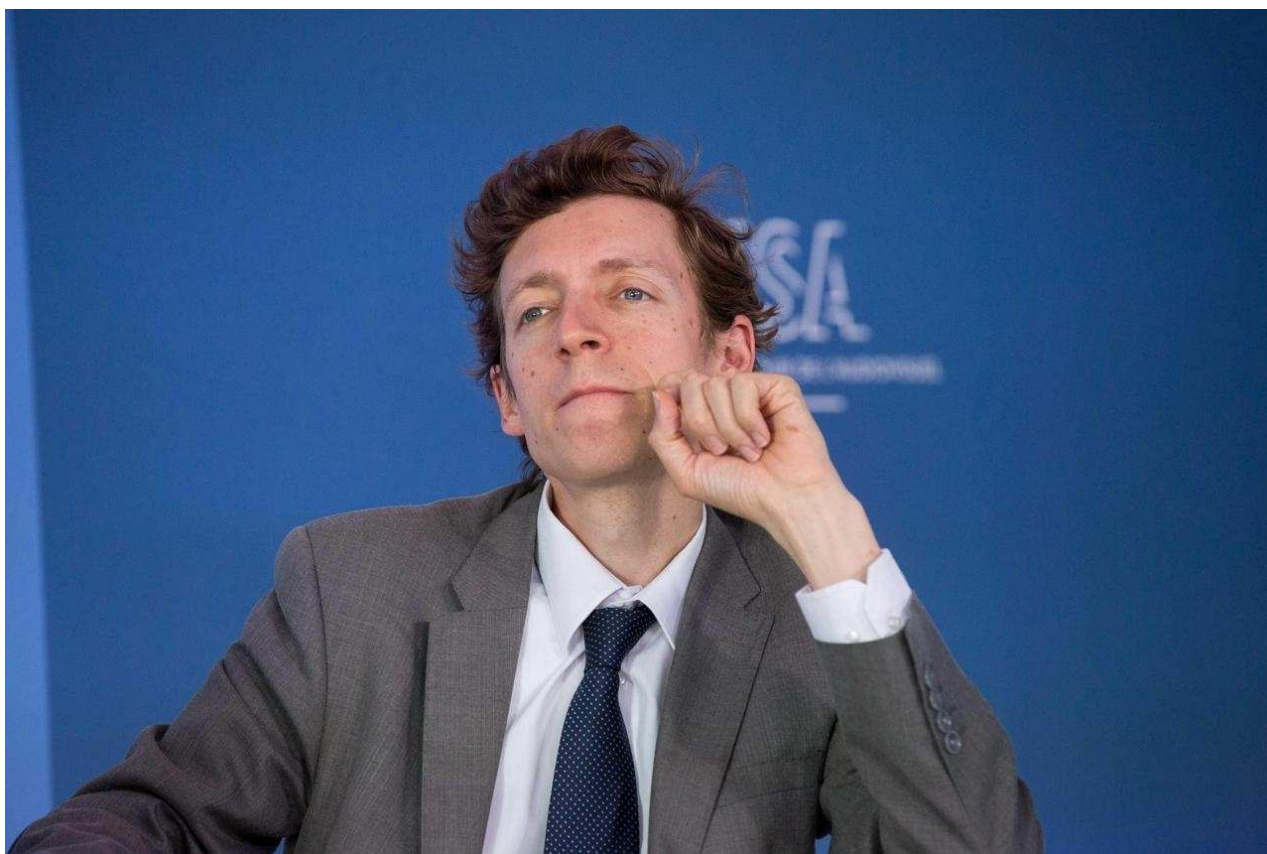


Édouard Geffray renoue avec l'Éducation nationale dans le fauteuil de ministre



Édouard Geffray (ici en 2016) revient par la grande porte au ministère de l'Éducation nationale. Il succède à Élisabeth Borne. Christophe Morin / IP3 PRESS/MAXPPP

Ancien numéro 2 du ministère de l'Éducation, où il fut le bras droit de Jean-Michel Blanquer, l'ex-directeur général de l'enseignement scolaire succède à Élisabeth Borne. Cet énarque, âgé de 47 ans, a mis en œuvre plusieurs réformes de ses prédécesseurs et devra composer avec des syndicats méfiants.

Élisabeth Borne quitte donc le ministère de l'Éducation nationale. Elle laisse les affaires de l'école à un spécialiste de ces dossiers, Édouard Geffray. Ce haut fonctionnaire de 47 ans connaît parfaitement les rouages de cet imposant ministère pour en avoir été le numéro deux pendant cinq ans. Entre 2019 et 2024, il a en effet piloté la direction générale de l'enseignement scolaire. La « Dégésco », comme on dit dans le jargon.

Avec le départ de l'ex-Première ministre, pourtant reconduite dans le premier gouvernement

Lecornu il y a une semaine, la valse des ministres se poursuit. Depuis 2022 et le départ du recordman de longévité à ce poste, Jean-Michel Blanquer, il s'agit déjà du septième locataire de la rue de Grenelle à déballer ses cartons dans le bureau Jean Zay.

[Nouveau gouvernement Lecornu : suivez notre direct politique du lundi 13 octobre 2025](#)

Ancien numéro 2 du ministère

Nommé au ministère par Jean-Michel Blanquer, justement, Édouard Geffray, avait dû gérer la très délicate gestion de la crise sanitaire entre 2020 et 2021 dans les établissements scolaires, mais aussi la mise en œuvre de la décriée réforme du bac, voulue par ce même ministre.

Avant d'être remplacé par Caroline Pascal à la rentrée 2024, l'énarque, titulaire d'une maîtrise d'histoire et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, avait également dû mener la série de réformes du « choc des savoirs » annoncée par Gabriel Attal, avant que celui-ci ne passe de l'Éducation à Matignon. Notamment la mise en place des groupes de niveaux au collège, rejetés par l'ensemble des syndicats enseignants.

« Il a été le bras droit de Jean-Michel Blanquer et a contribué à la mise en place des différentes réformes qui ont contribué au tri social. Par exemple, la réforme des lycées professionnels, commente pour *Ouest-France* Isabelle Vuillet, de la CGT Educ'action. Ce n'est pas une rupture donc, et cette nomination est un mauvais signal envoyé aux personnels. Le côté positif, c'est qu'il connaît bien l'institution. »

« Chef d'orchestre de l'échec »

Avant de quitter la Dgesco pour retourner ces derniers mois au Conseil d'État, il avait été directeur général des ressources humaines au sein de ce même ministère (2017-2019), rappelle *L'Etudiant*. Une fonction où il a pu parfaire sa connaissance des personnels de l'Éducation et entretenir des relations régulières avec les syndicats, décrypte l'*AFP*.

« Nous le jugerons sur ses actes », réagit auprès de *Ouest-France* Sébastien Vieille, secrétaire national du Snalc (Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur). Il évoque **« un homme très intelligent et très technique »** qui **« semblait plus à l'aise du côté de la DGRH »**.

Au Snes-FSU, syndicat majoritaire dans les collèges et lycées, Sophie Vénitay se souvient d'un Dgesco **« très dur, parfois cassant »**. **« C'était l'homme de main de Jean-Michel Blanquer**

à l'époque, il avait repris à la radio l'expression « ventilateurs à angoisse » pour qualifier nos remarques sur la réforme du bac et du lycée », raconte-t-elle. « Il a été le chef d'orchestre opérationnel du macronisme et de l'échec de toutes les politiques éducatives successives et de tous les bricolages qui ont conduit à l'effondrement de l'école », poursuit la syndicaliste.

Toutefois, durant les derniers mois de sa mission, « Édouard Geffray s'est un peu ouvert, sans doute parce qu'il a vu, aux premières loges, ce que ces ordres et contre ordre faisaient à l'Éducation nationale », note Sophie Vénéitay.

Plusieurs chantiers l'attendent

Parmi les dossiers laissés sur son bureau, il y a celui de la formation des enseignants, un métier en crise d'attractivité. La réforme, qui prévoit une nouvelle licence pluridisciplinaire, des masters rémunérés et le retour au concours à bac + 3 est déjà sur de bons rails, mais Édouard Geffray devra la finaliser.

Celui qui a été secrétaire général de la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) de 2012 à 2017, devra également clarifier d'autres mesures évoquées par Élisabeth Borne, notamment sur le bac. À la rentrée, la ministre sortante avait annoncé que les notes de première et terminale ne compteraient plus dans la note de contrôle continu pour décrocher le diplôme. Les lycées sont censés définir, d'ici aux vacances de la Toussaint, quelles notes compteront ou non.

Un programme Evars à déployer

L'éphémère directeur de cabinet de François Bayrou, lorsque ce dernier était Garde des Sceaux, de mai à juin 2017, veillera également au déploiement du programme Evar/Evars (Éducation à la vie affective, relationnelle, et sexuelle au milieu de collège).

Malgré une loi de 2001 qui prévoit l'application de trois séances annuelles par niveau, cet enseignement n'était que très peu dispensé, comme le déplorait l'ensemble des syndicats d'enseignants. Critiqué par des collectifs de parents conservateurs et certains élus, son contenu, adapté à la maturité des élèves et validé par Élisabeth Borne, sera déployé de la maternelle au lycée. Mais le principal syndicat des enseignants du privé, la FEP-CFDT, s'inquiète que l'Enseignement catholique, au nom de son « **caractère propre** », ne cherche à interpréter ou accommoder le programme.

Dans une interview à Ouest-France début septembre, le nouveau secrétaire général de l'Enseignement catholique, Guillaume Prévost, l'avait laissé entendre : « **Ce programme est ambitieux, peut-être trop parfois. Il faudra accompagner nos enseignants pour le décliner**

dans un cadre respectueux de nos élèves, en veillant à y associer les parents. Ces enjeux relevant de l'intimité sont importants. Mais ne cédon pas à la tentation de vouloir tout rendre conforme. »

Un ministre, mais pour combien de temps ?

Mais Édouard Geffray aura-t-il le temps de s'installer et de travailler dans la durée, s'interrogent les syndicats ? La menace de censure a été brandie dès l'annonce du nouveau gouvernement, dimanche soir.

« À lui de montrer qu'il ne sera pas le ministre qui poussera l'école dans une crise dont elle ne se relèvera pas, dit Sophie Vénéitay, du Snes-FSU. Et aussi sa capacité à obtenir les arbitrages budgétaires pour revaloriser les personnels, améliorer les conditions de travail. »

« Pour obtenir des arbitrages positifs de la part de Bercy, il est nécessaire d'avoir une image et un vécu politique important. Là, cela risque d'être un peu compliqué », abonde Sébastien Vieille, pour le Snaic.

Dans un message écrit sur X, la ministre sortante Élisabeth Borne n'a pas fait de commentaire sur son successeur. L'ancienne Premier ministre a préféré remercier les enseignants et personnels de l'Éducation nationale : **« Vous changez des vies. Prenez soin de l'École, c'est l'avenir du pays »,** a-t-elle écrit.

« Je reprends le chemin de l'Assemblée nationale et continuerai à servir le pays », a ajouté la députée du Calvados, qui assure : **« Que ce soit à la tête du gouvernement ou de ce ministère, ma boussole est restée la même : m'engager pour mon pays et pour que chacun puisse choisir son avenir ».**

Johan BESCOND.